

Les violences faites aux femmes inquiètent au Burundi

Deutsche Welle, 08.03.2018 Les associations de défense des droits des femmes affirment que le phénomène s'est amplifié avec la crise et les victimes le plus souvent n'osent pas témoigner. Pour marquer cette journée, certaines ont brisé le silence.

Selon les défenseurs des droits de la femme, les violences sexuelles touchent quasi exclusivement les quartiers les plus défavorisés de la ville. Les victimes refusent le plus souvent de témoigner par crainte pour leur sécurité mais aussi de la stigmatisation sociale qui en découle. Elles brisent le silence. Une victime nous confie néanmoins son témoignage mais elle a préféré emprunter un autre nom pour conserver son anonymat. "Je préfère m'appeler Jeanne Munezero. "En rentrant chez moi, à mi-chemin, avec mon enfant au dos, j'ai rencontré les jeunes dits Imbonerakure et ils m'ont violée. Le lendemain, ils m'ont intimidée. Ils m'ont dit que si je tente de porter plainte, ils vont me tuer. J'ai eu peur." Sous couvert d'anonymat, une autre femme témoigne d'un cas de violence sexuelle dont a été victime sa fillette de neuf ans. Sa mère surpasse ses émotions et parvient difficilement à nous parler. "Elle a neuf ans. Elle a été surprise quand elle dormait. L'agresseur a défoncé la porte et mes voisins ont entendu des cris. Quand ils sont intervenus, l'auteur les a poussés contre le mur et il est parti. Ils ont trouvé ma fille déjà violée. Elle a été hospitalisée mais n'a toujours pas recouvré sa vie normale." Des cas complexes Les cas de violences sexuelles sont complexes et souvent monstrueux. Micheline Tuyihayagize témoigne. Sa voisine mineure, a été aussi violée. "Devenue veuve, ma voisine s'est remariée ailleurs. Son second mari a violé et engrossé sa fille." Les victimes de violences sexuelles s'en remettent aux associations de défense des droits des femmes. Elles bénéficient d'une prise en charge psychologique, d'une orientation et d'un suivi jusqu'à la réinsertion sociale. "Ici chez nous nous ne faisons pas la prise en charge médicale mais nous collaborons avec le centre Seruka et nous faisons un suivi après la prise en charge médicale, nous aidons les victimes dans leur réinsertion sociale", a raconté Bertille Bumwe est psychologue psychologue au centre Ombre de la femme. Et elle poursuit : "Nous continuons aussi la prise en charge psychologique parce qu'une victime de violences doit trouver une prise en charge globale". Les victimes bénéficient également d'un accompagnement juridique pour les plus nécessiteuses. Selon les associations de défenses des droits des femmes, les violences sexuelles sont en hausse constante au cours des deux dernières années de crise que traverse le pays.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});